

5 octobre 1990, Québec

Conférence de presse à la suite d'un remaniement ministériel

M. Bourassa: Quelques mots sur le remaniement avant de répondre à vos questions. Il ne faut quand même pas oublier la priorité fondamentale du gouvernement. J'avais annoncé un remaniement. C'est normal qu'après cinq ans, certains ministres veuillent assumer de nouveaux défis. Il est normal que des ministres qui sont arrivés il y a un an puissent assumer des responsabilités plus précises et plus importantes. Et il faut tirer également des leçons de l'actualité, apporter les ajustements qui peuvent suivre des événements conjoncturels qui sont quand même très importants, mais ne pas oublier que la grande priorité demeure toujours, pour mon gouvernement, la force qui est le renforcement économique du Québec.

Et ça demeure d'actualité avec la crise que nous connaissons ou le ralentissement. On ne peut pas dire que c'est une crise économique. C'est certainement un ralentissement. Il y a quand même des chiffres qui révèlent que la position relative du Québec n'est pas si mauvaise. Le taux de chômage augmente, mais le taux d'activités aussi, c'est-à-dire le taux des personnes qui sont disposées à travailler et qui travaillent augmente également à un rythme plus élevé qu'en Ontario ou au Canada. Donc, il faut en tenir compte dans l'évolution du taux de chômage.

D'ailleurs, ça se reflète dans le nombre de nouveaux emplois. Nous avons créé, depuis le début de l'année, une moyenne de 42 000 nouveaux emplois par rapport à une douzaine de 1 000 pour la province voisine, pour l'Ontario. Donc, même si nous devons accorder une priorité absolue par des politiques dynamiques, par des politiques qui tiennent compte des nouvelles réalités économiques nationales et internationales, on doit constater que la base économique du Québec demeure saine.

Ceci étant dit, j'ai apporté des changements importants au Conseil des ministres, comme je l'avais annoncé, qui tiennent compte des différents facteurs. Je pense que vos questions vont permettre de préciser les raisons qui peuvent justifier certaines nominations et je vous laisse immédiatement la parole.

M. Houle: M. Bourassa, il y a des nominations. Mais il y a aussi... On pourrait qualifier de démodons. Qu'on pense à M. Elkas et à M. Ciaccia, bien sûr. Est ce qu'ils ne sont pas vraiment les victimes de la crise autochtone?

M. Bourassa : Non, parce que d'abord M. Elkas avait demandé, il y a plusieurs mois, d'être relevé d'un des deux ministères. Il avait constaté qu'être à la fois ministre des Transports et de la Sécurité publique pourrait comporter des avantages – on l'a vu notamment pour ce qui a trait à la police de la route – mais que les deux, ensemble, pouvaient constituer un fardeau un peu lourd à la longue. J'avais voulu montrer l'importance des problèmes qui concernent la région de Montréal avec M. Elkas, mais j'ai accédé à sa demande. Mais au moment où je m'apprêtais à faire un remaniement, il y a eu la crise autochtone. Donc, nous avons laissé à M. Elkas la responsabilité de la Sécurité publique, mais Il est tout à fait d'accord, puisque ça répondait à son vœu, que cette fonction puisse être confiée à une autre personne qui est M. Ryan – et je suis très heureux qu'il l'a accepté – qui, en étant également

ministre des Affaires municipales, pourra combiner dans ces deux ministères des objectifs qui répondent aux besoins de la population avec la compétence, la crédibilité et l'expérience qu'il a.

Pour ce qui a trait à M. Ciaccia... M. Ciaccia a constaté que, finalement, à cause des événements que tout le monde connaît, il fallait un ministre à plein temps pour ce qui a trait à la question autochtone. Il a choisi de rester ministre des Affaires internationales. Il est bien conscient que la priorité du gouvernement – je l'ai dit très souvent – est l'adaptation à l'économie internationale et il est tout à fait apte à relever ce défi. Il est bien connu dans plusieurs pays et il est un promoteur pour attirer des investissements très efficaces.

Donc, il a décidé de rester ministre des Affaires internationales. Mais il savait fort bien que ça prenait un ministre à plein temps pour les Affaires autochtones et qu'il ne pouvait à la fois être ministre des Affaires internationales et ministre aux Affaires autochtones. C'est pourquoi il était tout à fait d'accord pour qu'un autre membre du cabinet, et notamment M. Sirros, puisse assumer cette responsabilité.

Une voix: M. Bourassa, qu'est-ce que vous attendez exactement de M. Ryan à la Sécurité publique? Oest ce que vous demandez exactement?

M. Bourassa: Il y a des problèmes qui sont communs au secteur municipal et à la Sécurité publique. Je parlais il y a quelques minutes à peine à M. Nicolet qui se révélait enchanté de la nomination de M. Ryan, dans le sens que la question de la police municipale est une question très importante pour les municipalités qui le concernent et que le fait d'être à la fois ministre de la Sécurité publique et ministre des Affaires municipales va faciliter le problème. On sait également que sur le plan de la sécurité publique, il y a des nouveaux problèmes de société qui se développent: il y a le pluralisme culturel, donc des objectifs d'ensemble qui justifient pleinement quelqu'un de l'expérience et de l'autorité de M. Ryan pour assumer tous ces défis nouveaux qui caractérisent la société québécoise.

M. Jobin: M. Bourassa, justement dans la foulée de la question de Robert Houle, maintenant que M. Elkas n'a que des Transports à s'occuper, en quoi la nomination d'un ministre délégué aux Transports est-elle toujours nécessaire?

M. Bourassa: Il y a plusieurs régions. Comme vous le savez, au Québec il y a une dizaine de régions. M. Middlemiss se trouve à refléter la région de l'ouest du Québec. Il a déjà, si ma mémoire est bonne, écrit un rapport sur la voirie régionale. Donc, il connaît très bien ce secteur. Donc il pourra assister M. Elkas dans la question du transport. M. Elkas connaît très bien maintenant cette question. Il vient de la région de Montréal. C'est l'un des défis du gouvernement du Québec, on l'a mentionné. On sait jusqu'à quel point il faut mettre de l'ordre dans la question des transports, dans la mise à jour des routes, notamment, dans la réfection des routes. Je pense bien que d'avoir quelqu'un de l'expérience de M. Elkas et de M. Middlemiss, les deux ministres pourront travailler ensemble d'une façon efficace.

M. Jobin: Sur le plan économique, M. Bourassa, Statistique Canada vient de dévoiler que pour le mois de septembre c'est le Québec qui enregistre la plus forte hausse du taux de chômage au Canada, qu'est-ce que ça signifie pour vous?

M. Bourassa: Il ne faut jamais regarder les statistiques d'une façon sectorielle. On doit constater, par exemple, que le taux d'activité – j'y réfèrais tantôt – est passé de l'an dernier de 64 % à 64,8 %, alors que pour l'Ontario et pour le Canada, c'est resté à peu près identique ou ça a même baissé: dans le cas de l'Ontario, de 69,6 % à 69,1 %. Si on avait gardé le même taux d'activité, c'est-à-dire le même nombre de personnes qui travaillent et qui sont prêtes à travailler, on aurait eu un taux de chômage nettement inférieur à celui qu'on a. Alors, quand on examine les taux de chômage, il faut toujours tenir compte du taux d'activité, du nombre de personnes disponibles pour travailler ou qui ne travaillent pas et, dans ce contexte là, ceci est confirmé par le fait que le Québec a environ 30 % des nouveaux emplois créés dans tout le Canada. Il a 42 000 emplois, si ma mémoire demeure bonne, sur environ 140 000. Donc, le Québec a une performance supérieure à sa population pour ce qui a trait à la création de nouveaux emplois. Donc, il est toujours risqué de porter un jugement sur la situation économique, sur le seul élément du taux de chômage, sans tenir compte de la création d'emplois et du taux d'activité. Est-ce que je répons à votre question?

M. Jobin: Oui, ça va.

Une voix: M. Bourassa, n'est-ce pas vous même qui avez fait une gaffe majeure en nommant M. Elkas à ...? Est-ce une faute de votre part?

M. Bourassa: Non. Bon, les hommes politiques commettent rarement des erreurs.

Des voix: Ha, ha, ha !

M. Bourassa: Probablement que si je n'avais pas donné des responsabilités importantes à M. Elkas, vous m'auriez posé la question à ce moment-là: Mais, M. Bourassa, ne trouvez-vous pas que la représentation anglophone au cabinet est relativement mince en termes de portefeuille?

Une voix: Ce n'est pas ça que j'aurais dit.

Des voix: Ha, ha, ha !

M. Bourassa : Possiblement, vous auriez pu poser la question qu'il est important que la représentation anglophone qui a un rôle, comme je le dis souvent, historique au Québec soit représentée d'une façon suffisante au sein du cabinet. À ce moment-là je me suis dit: Étant donné qu'il y avait d'autres raisons que celle-là, – ce n'est pas la seule des raisons objectives – associer le ministère des Transports avec le ministère de la Sécurité publique permettrait de solutionner tout le problème de la police routière notamment qui est un problème très sérieux et qui permet d'apporter aujourd'hui des dizaines de millions de revenus au gouvernement. Donc, la décision était justifiée mais à la lumière de la crise autochtone où la question de la sécurité publique a pris une ampleur insoupçonnée et inédite et à la lumière de la demande de M. Elkas lui-même d'alléger ses fonctions, je crois qu'il est tout à fait normal maintenant de faire ce remaniement.

M. Girard: M. Bourassa...

M. Bourassa: Oui, M. Girard.

M. Girard: M. le premier ministre, je voudrais savoir ce qui arrive avec l'OPDQ, les mines, le nouveau ministère des Forêts que vous abordez? Quand est-ce qu'on aura ce nouveau ministère là? Est-ce que votre remaniement se trouve à toucher d'une façon qu'on ne décèle pas la vice-première ministre, Mme Lise Bacon?

Mme Bacon: D'ailleurs, Mme Bacon était tout à fait d'accord avec les changements qui sont apportés. Elle me les a elle-même suggérés.

M. Girard: C'est quoi les changements?

M. Bourassa: L'OPDQ elle m'a suggéré de le confier à un autre ministre, notamment M. Picotte. Donc, j'ai accepté d'emblée et M. Picotte était tout à fait d'accord. Vous avez tantôt félicité vous-même M. Côté pour sa nomination comme ministre des Forêts.

M. Girard: Bien à l'annonce parce que ce n'est pas faite.

M. Bourassa: Bien c'est que ça ne peut pas être fait, il faut que le projet de loi soit présenté.

M. Girard: Quand sera-t-il présenté?

M. Bourassa : Donc, vous l'avez félicité, vous prenez pour acquis que le projet de loi sera présenté. Il va être présenté dans les premiers jours de la session. Pour ce qui a trait aux mines, comme Mme Bacon se trouve maintenant à être libérée de l'OPDQ elle va récupérer le secteur des mines qui se combine très bien avec celui de l'énergie.

M. Girard: Maintenant, une autre précision technique. Vous mentionnez que M. le ministre de la Santé et des Services sociaux sera responsable des aînés.

M. Bourassa: C'est ça.

M. Girard: Je voudrais bien comprendre parce que le programme politique du parti en 1985 et en 1989 préconisait la création d'un ministère des aînés. Est-ce que c'est en fonction de la création éventuelle de ce ministère là que la responsabilité est confiée à M. Côté ou si c'est simplement une partie de son ministère qui sera dévolue aux aînés?

M. Bourassa: C'est-à-dire M. Côté a toujours accordé une grande priorité à cette question des aînés. Donc, il a formé un comité dirigé par M. Jean Pelletier comme vous le savez et il a décidé d'en faire une priorité de son ministère et c'est pourquoi nous le signalons d'une façon spécifique dans le communiqué qu'il sera... Nous voulons mettre l'accent davantage dans les activités de son ministère, nous voulons mettre l'accent davantage sur la question des aînés et c'est ce que nous faisons en l'annonçant d'une façon spécifique aujourd'hui avec évidemment l'accord de M. Côté. M. Delisle.

M. Delisle: Oui, quand le Parti libéral était dans l'Opposition, il dénonçait beaucoup le fait que le gouvernement du PO nommait 27, 28, 29 ministres. Il disait que c'était trop. Est-ce que la position du caucus libéral a évolué là-dessus?

M. Bourassa: Sauf qu'aux, ils n'ont jamais eu 92 députés. Ils en avaient 70, 75 et ils en perdaient beaucoup en chemin. Nous, on est 101 députés et 102 députés sous ma direction, à tout le moins, si je peux dire humblement, 92. Alors, c'est plus difficile d'avoir un nombre plus restreint de nombre de ministres d'autant plus qu'ils ont tous un travail important à accomplir.

Une voix: M. le premier ministre j'aurais une autre question.

Une voix: ... M. Sirros à occuper la fonction de ministre des Affaires autochtones?

M. Bourassa: M. Sirros, je pense bien, a une expérience dans le domaine des communautés culturelles, vous le savez. Il a également une expérience comme travailleur social. Il connaît également les questions économiques. Il sera maintenant totalement disponible pour discuter avec les autochtones. C'est un dossier qui est exigeant, qui n'est pas facile. On sait que l'un des problèmes que nous avons eu à surmonter durant la crise, c'est que les interlocuteurs évoluaient souvent. Mais je pense que M. Sirros est très bien préparé et surtout est très motivé pour relever ce défi fondamental. C'est important. Maintenant, la crise est terminée, ou à toutes fins pratiques terminée, il reste encore des choses. J'ai l'intention de discuter comme je l'ai fait avant-hier avec le chef d'État-major, M. le De Chastelain, pour ne pas accélérer le départ de l'armée. M. Ryan y verra également comme ministre de la Sécurité publique.

Donc, la crise n'est pas terminée mais je pense que le gros qu'on peut dire qu'il y a eu une très nette amélioration par rapport à il y a quelques semaines et surtout le sang n'a pas coulé. C'était l'un des objectifs fondamentaux de notre gouvernement d'éviter que le sang coule étant donné les conséquences incalculables que ça pouvait comporter. Ceci étant dit, je crois que M. Sirros sera désormais à plein temps – ce que n'était pas M. Ciaccia, même s'il avait une grande expérience – pour s'occuper de la question des autochtones.

M. Pépin: M. Bourassa.

M. Bourassa: M. Pépin.

M. Pépin: ... le ministre de la Sécurité publique qui est maintenant sous la responsabilité de M. Ryan. Est ce qu'on peut imaginer que le financement de la Sécurité publique va se faire autrement pour les prochaines années? Je constate que M. Ryan a communiqué à l'Éducation des changements majeurs dans le financement. Est-ce qu'à se prépare la même chose à la Sécurité publique?

M. Bourassa: Ça n'a pas été à l'agenda du Conseil des ministres. Je sais qu'il y a une table Québec-municipalités que M. Picotte dirigeait. On a discuté de l'impôt foncier scolaire. Pour ce qui a trait des autres responsabilités scolaires, pour ce qui a trait des autres responsabilités, on a dit que s'il y avait transfert de responsabilités, il y aurait également transfert de pouvoirs financiers. On a été très clairs là-dessus de ne pas ajouter au fardeau

des municipalités sans avoir les ressources nécessaires. Mais, pour l'instant, ça ne paraît pas dans l'agenda immédiat.

M. Pépin: M. Bourassa, est-ce que M. Beaudoin demeure toujours sous-ministre et sous-solliciteur général?

M. Bourassa: Oui. Je veux dire M. Beaudoin a été nommé sous-ministre, il y a un an et demi et M. Ryan ne m'a pas prévenu qu'il voulait changer de sous-ministre.

M. Pépin: Pas encore?

Des voix: Ha, ha, ha !

M. Bourassa: Je ne vois pas sur quoi... votre question est pour le moins prématurée.

Une voix: M. Bourassa, la nomination de M. Cannon au poste de ministre des Communications, c'est évidemment pour assurer une représentation du (?) dans la région de Québec compte tenu du départ de M. Séguin. Je sais que M. Séguin occupait deux postes de ministre. Alors, c'est là la région...

M. Bourassa: Mais, quand même, M. Côté est un ministre important, M. Rémillard également, M. Pagé est ministre de l'Éducation en plus d'être leader parlementaire et le ministre des Communications a un impact économique importante. Comme vous le savez, dans le domaine de la haute technologie, il ne faut pas l'oublier, il y a des négociations constitutionnelles. Madame Liza Frulla-Hébert va rester très impliquée, forcément, dans ces négociations constitutionnelles qu'elle a amorcées et M. Cannon va travailler avec elle. Mais il y a toute l'aide aux artistes aussi qui est impliquée dans le ministère des Communications.

Alors, il ne faut pas sous-évaluer l'importance du ministre des Communications. Il ne faut pas non plus sous-évaluer l'importance des autres ministères qui sont à Québec comme l'Éducation, les Affaires canadiennes, la Justice, la Santé.

M. Girard: Est-ce qu'on doit déduire de cela que vous n'aimez pas trop les mariages insolites?

M. Bourassa: Dans quel sens?

M. Girard: Dans le sens que c'est...

M. Bourassa: Tout ce qui est insolite m'est un peu étranger, mais...

M. Girard: ...c'était Mme Robillard qui avait noué les meilleures relations, les meilleurs liens avec M. Marcel Masse et que, maintenant, ce sera Mme Frulla-Hébert qui prendra la relève.

M. Bourassa : Je faisais confiance à Mme Robillard et je fais confiance à Mme Frulla-Hébert pour négocier avec M. Marcel Masse. Je n'ai aucune crainte. D'ailleurs, tout cela va se faire en collaboration très étroite.

Une voix: M. Bourassa, qu'est-ce que va changer essentiellement, ce remaniement-là?

M. Bourassa: Ça va changer... Comme je vous dis, il y avait plusieurs défis, plusieurs ministres voulaient changer de défi. Il fallait tirer les leçons des événements récents. Ça consolait, si on peut dire, la volonté du gouvernement pour le renforcement économique. Ça apporte du sang nouveau dans le sens où des ministres qui étaient ministres délégués assument maintenant des responsabilités très précises. Alors, à moins d'être très pessimiste – ce qui peut être votre responsabilité à l'occasion, je veux dire pour fins d'équilibre – je crois que vous pouvez vous réjouir très objectivement de l'avancement du Québec avec la formation de ce remaniement.

Une voix: ...In English please?

M. Girard: M. Bourassa.

M. Bourassa: In English, oui. Dernière question en français.

M. Girard: On a une couple en français encore.

M. Bourassa: Oui, d'accord. Je voulais annoncer, en terminant, pour compléter la commission, après consultation, nous allons... Évidemment, les trois députés fédéraux sont nommés. M. Jean-Pierre Roch, vous le savez, André Ouellette et Lucien Bouchard. Pour ce qui a trait aux hommes d'affaires, il y a quelqu'un de Montréal, M. Ghislain Dufour. J'ai une représentante anglophone, Mme Cheryl Campbell Steer, qui est associée au cabinet Ernest (?) et qui vice-présidente du Board of Trade. Il y a quelqu'un de la région de Québec, M. Charles-Albert Poissant et M. Marcel Beaudry, quelqu'un de l'ouest de l'Outaouais qui vont... Alors, ces quatre personnalités vont constituer des hommes d'affaires. Ce n'était pas facile de représenter toutes les régions. Certaines font partie d'associations locales de chambres de commerce, d'autres de conseils du patronat, d'autres du Board of Trade. Mais ce sont les quatre nominations qui sont celles du gouvernement, après consultation avec le Parti québécois.

Je ne sais pas si leur accord est absolu. On vous le dira. Il reste la question du représentant des Affaires culturelles ou l'Enseignement. Mais je ne crois pas que ça crée de problèmes sérieux au cours des prochains jours.

M. Bédard: Comment se fait-il, M. Bourassa, qu'on ne trouve pas là les plus importants représentants du monde des affaires au Québec, la Chambre de commerce, la Chambre de l'industrie et du commerce du Québec, qui a demandé à être représentée par son président, M. Lambert?

M. Bourassa : Je le sais. J'ai parlé à M. Lambert à quelques reprises, M. Bédard, mais le lui ai fait part que le devais tenir compte de la représentation régionale. Par exemple, dans la commission, J'avais des représentations très fermes de l'ouest du Québec qui se disait absente au niveau des députés, au niveau des suppléants, au niveau des autres représentants. Donc, J'ai été obligé de choisir et de nommer M. Marcel Beaudry, qui est d'ailleurs appuyé par le représentant péquiste de la région comme homme d'affaires tout à fait qualifié. Alors, ...

M. Saint-Louis: M. Beaudry qui est un organisateur libéral ...(?)

M. Bourassa: Sauf que, cher M. Saint-Louis, qu'il était appuyé dans sa nomination par le représentant du Parti québécois.

M. Bédard: C'est un homme d'affaires qui ...

M. Bourassa: Je dois vous dire que dans des choix comme ceux-là, M. Bédard, aucune solution n'est parfaite. Ce n'était pas facile, c'est un précédent qu'unaniment tous les députés soient tombés d'accord sur la formation de cette commission, mais je ne peux pas vous dire que J'ai réussi à plaire à tout le monde en même temps.

Une voix: Pourquoi n'avez-vous pas nommé tous des péquistes en même temps? Ça aurait réglé le problème.

Des voix: Ha, ha, ha !

Une voix: Dans le cas du représentant du milieu des arts, M. Bourassa, est ce que la candidature de M. Serge Turgeon est toujours considérée?

M. Bourassa: Elle est certainement considérée, mais je dois compléter les discussions avec le Parti québécois, parce qu'on essaie de trouver une formule qui tienne compte que l'enseignement soit également représenté, que ce soit par un Co-commissaire, un commissaire suppléant. Alors, il reste à terminer cette question.

Une voix: Est-ce que vous croyez que ça pourrait...?

M. Bourassa: Oui.

Une voix : Si on revenait au remaniement ministériel, au sujet de M. Elkas et de M. Ciaccia, en les écartant, non pas du cabinet, mais du dossier autochtone, n'avez-vous pas l'impression de confirmer ceux qui ont critiqué votre gouvernement pour la question des Cris?

M. Bourassa: Non, je ne crois pas. Je pense que les Québécois sont des gens de bon sens et doivent constater maintenant que la question autochtone requiert un ministère à plein temps et qu'il est important qu'il y ait une réconciliation entre les autochtones et l'ensemble de la population québécoise.

Comme je vous le disais à Bécancour, je défie n'importe quelle société ou gouvernement de régler une crise comme on a connu sans que le sang coule, sauf évidemment la mort regrettée du caporal Lemay. On a pu le faire. M. Sirros va pouvoir négocier. Il n'y aura pas de martyr qu'on pourra lui invoquer et espérons qu'on va pouvoir s'entendre entre nous, parce que les autochtones et les Québécois ont des objectifs communs, notamment pour le développement nordique.

Une voix: Mais vous sentez le besoin de faire le ménage.

M. Bourassa: M. Ciaccia admet lui-même qu'il ne pouvait pas à la fois, parce que je viens de vous dire qu'à fallait un représentant à plein temps, défendre... s'aligner sur la priorité

fondamentale du gouvernement, donc il accepte. Et dans le cas de M. Elkas, Il avait déjà demandé d'être allégé dans ses fonctions. M. Ryan, évidemment, a accepté et je l'en remercie très profondément.

M. Girard: M. le premier ministre...

M. Bédard: ...vous n'avez pas insisté.

M. Bourassa: Je veux dire nous sommes tombés d'accord. Je veux dire je ne vois pas en quoi je devrais exprimer le degré d'insistance. Je vous dis on est tombés d'accord que ça prenait un ministre à temps plein et, M. Bédard, je suis convaincu que vous êtes d'accord également, si j'avais nommé un ministre sur les Affaires autochtones à temps partiel, je n'aurais pas fait preuve d'un excès de responsabilité.

M. Bédard: ... tomber d'accord avec vous...

M. Bourassa: Je ne dis pas que vous tombez toujours d'accord avec moi, mais je vous dis que si j'avais nommé un ministre à temps partiel, vous auriez dit que ce n'était peut-être pas la décision la plus pertinente. Une dernière question, M. Girard.

M. Girard: M. Cherry au poste de ministre des Travail, est ce que vous avez consulté le patronat parce que M. Cherry est plutôt associé au mouvement syndical qu'au patronat au Québec?

M. Bourassa: M. Cherry a fait ses preuves comme négociateur syndical très responsable... Oui était négociateur syndical à ce moment-là? Norm Cherry. Bon alors!

Une voix: Mr. Premier, could I just ask why... You seem to .. stop laughing.

M. Bourassa: I am sorry.

Une voix: Why in fact, did Mr. Elkasand why did Mr. Ryan get Public Security?

M. Bourassa: I said In the case of Mr. Ciaccia, ha said quite clearly that we should have a full time Minister for Native Affairs and that ho wanted to stay Minister of International Relations recause the priority of my Government Is still a stronger economy and one way to get a stronger economy is to adapt Ouebec international economy and Mr. John Ciaccia is perfectly able to achieve Chat goal, therefore...

Une voix: Did ha tell you...

M. Bourassa: ...therefore, ho did everything ha could to keep the dialogue opened with them. So, ha made his choice and ho said: We need a full time Minister for Native Affairs. I want to stay Minister of International Relations because this is a tough priority for Quebec and for a strong Quebec. Therefore, I recommend that you are choosing somebody else.

Une voix: What about Mr. Elkas? Did ha fail as the Public Security Minister in this case?

M. Bourassa: Mr. Elkas was very often the scapegoat in this question. He did the best he could. Before the crisis he said that he would like to have a lower burden and the crisis starts; so, he was there until the end and when the crisis is practically over he asked me to keep the Transport where he has a lot of expertise.

Une voix: So, and how is Mr. Ryan going to make the difference? How is Mr. Ryan going to succeed where Mr. Elkas could not?

M. Bourassa: Mr. Ryan will be also Minister of Municipal Affairs and, as you know, there are a lot of municipal responsibilities in police. And with all the experience he has, I have to admit that Mr. Ryan being in politics since 15 years, he is having exceptional moral authority and a lot of experience and I am glad that he is able to face that challenge.

Une voix: So, the fact that you are bringing Mr. Ryan in here as assigned as a Public Security in this province really needs some cleaning-off?

M. Bourassa: I mean, there are new problems, you know. There are new priorities. In the question of Public Security. There are cultural paralysis which is existing more now than 10 years ago. So, the problems of Public Security are more complex than they were 10 or 20 years ago. And you have the municipal level also which is involved. So, I think that Mr. Ryan will be quite competent to face that.

M. McKenzie (Robert): ... did you discuss with Mr. Ryan, I mean Mr. Sirros the possibility of a public inquiry in the events of last summer including the functioning of the Sûreté du Québec?

M. Bourassa: I have discussed that with Mr. Ryan, yes. And of course, I said when I met him at Bécancour: I agree with the public inquiry but maybe we will be inclined to have a kind of Parliamentary Commission which is a public inquiry where everybody could go there and be a witness and answer the question. It is not final yet but there could be different modalities but there will be a public inquiry. Mr. Ryan did agree with that. What will be the modalities? Whether it will be a Parliamentary Commission or another form. That will be announced pretty soon.

Une voix: Mr. Premier, could you comment on us your choice of Mr. Sirros and what is going to be a hot dossier for the next ...

M. Bourassa: I think Mr. Sirros is quite competent. I think he has experience as a social worker. He is quite knowledgeable with all the cultural communities existing in Quebec. He will give all his time to face that challenge and I have great confidence that in this tough dossier he will be able to face that challenge into success because now all the groups realize after the crisis, that they have nothing to gain in going with confrontation, that they have all to gain in working together in Quebec, in Northern Quebec, and in all parts of Quebec.

Une voix: Mr. Premier, may I just ask you in English, why you went ahead with this Cabinet shuffle and what you expect to achieve with them?

M. Bourassa: I went ahead because I said it that after five years some ministers were looking for other challenges and also when I was elected a year ago some ministers were appointed as delegate ministers. Now, they have more precised responsibilities. So, therefora, the cabinet will be more active. There will be more action on the part of those ministers and finally, thirdly we have those avents in the lest few months and we have to take some lessons from those events.

Une voix: I did not understand what you meant by...

M. Bourassa: The Importance of the aboriginal question obviously now we need to... everybody realizes, nobody was asking before for a fuU tune minister for aboriginal questions, nobody was asking among you that we should have a full Lime minister. Now, you laid his totally normal.

Une voix: How involved would ho be in the native Issues?

M. Bourassa: He is responsible to me and I will follow that as I am following that hour by hour whatever happens...

Une voix: How much latitude does ho have in negotiate possible self-government with the natives? How much...

M. Bourassa: Already.

Une voix: ...freedom does ho have to negotiate?

M. Bourassa: Already we did show we were open to self-government. Already we signed agreement for self-government. So I think ho had enough leeway to show the good faith and the credibility of the Quebec government. See you next week.